

Des juges bien trop sages Qui protège encore nos libertés ?

Stéphanie Hennette Vauchez,
Antoine Vauchez

Seuil, septembre 2025
344 pages, 23 €

A rebours de l'idée hégémonique selon laquelle les juges seraient les gardiens de nos libertés face au pouvoir politique, et contre la thèse d'un gouvernement des juges, Stéphanie Hennette-Vauchez et Antoine Vauchez déconstruisent ces mythes en montrant comment le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel ont cessé de s'opposer au pouvoir pour l'accompagner. Dans une approche critique, alliant étude de la jurisprudence et sociologie, les auteurs analysent comment ces juges ont renoncé à être des contre-pouvoirs efficaces en devenant « *bien trop sages* ».

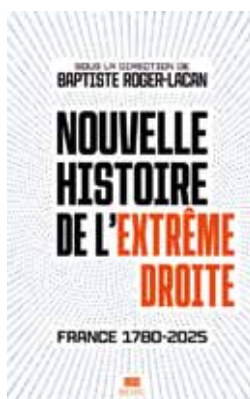
Si la V^e République a connu son moment d'essor des droits et libertés, les juges du Palais-Royal ont relégué leur défense au second plan, derrière d'autres impératifs, comme la notion d'ordre public, avec lesquels ils sont mis en balance. Cela s'est notamment manifesté à travers trois chocs qui ont bouleversé l'Etat français : le tournant néolibéral avec la libéralisation de l'économie, le tournant sécuritaire qui a affaibli les libertés publiques, et le tournant souverainiste dans les rapports entre droit national et européen. A chacun de ces tournants, les juges du Palais-Royal ont occupé une multiplicité de rôles : producteurs du droit, acteurs de l'accompagnement institutionnel de l'action publique et, enfin, juges.

S'ils ne se comportent pas comme de réels contre-pouvoirs, les raisons sont sociologiques et historiques. Ces juges, souvent hauts fonctionnaires, construisent leurs carrières en dehors d'institutions juridictionnelles. Ils sont successivement gouvernants-juges et juges-gouvernants, marquant



l'identité de leurs institutions. Ils ne se perçoivent pas comme des juges comme les autres et sont marqués par des habitus gouvernementaux et une culture d'Etat antinomique avec une protection exigeante des droits et libertés. Les auteurs le prouvent par l'étude d'une jurisprudence peu développée en matière de lutte contre les discriminations, de droit environnemental et de liberté d'association, qui constituent des variables d'ajustement face aux nécessités de l'action publique. L'apport de l'ouvrage est alors essentiel : il permet de *comprendre* la dégradation de nos libertés fondamentales et de savoir ce qu'il faut *attendre* de ces deux institutions, pour lesquelles la protection des droits et libertés ne semble pas être la priorité.

Mario Guglielmetti,
membre de la LDH



Nouvelle histoire de l'extrême droite France 1780-2025

Baptiste Roger-Lacan (dir.)

Seuil, octobre 2025
384 pages, 24 €

S'il est un sujet d'actualité, c'est l'émergence des extrêmes droites – songeons au mouvement MAGA (Make America Great Again) que les historiens américains Robert Paxton et Timothy Snyder, spécialistes respectivement de Vichy et des guerres totalitaires, qualifient d'ailleurs de fasciste. Le collectif dirigé par Baptiste Roger-Lacan s'attache à la seule dimension française, mais, au-delà d'un syntagme au singulier réducteur, en plongeant dans le passé d'une nébuleuse éclatée, il permet de comprendre les risques de ce que le sociologue Michaël Föessel appelle à juste titre une « *récidive* »⁽¹⁾, rejoignant la thèse de l'historien Johann Chapoutot sur les « *irresponsables* »⁽²⁾.

A partir d'un plan chronanalytique, l'ouvrage propose

des pauses temporelles, par exemple sur la « *tectonique du boulangisme* » (p. 98), et des portraits d'acteurs, à l'instar de celui du méconnu Simon Deutz (p. 62-64). Au-delà des « *premiers réfractaires* » entre « *réaction aristocratique* » et ultraroyalisme, l'ensemble fait la part belle aux combats contre « *l'Anti-France* » et les antisémitismes de toute obédience, avec des développements neufs sur des militantes féministes sous la III^e République. Si, en revanche, les pages sur Vichy sont classiques, celles sur les résistants d'extrême droite s'avèrent plus suggestives. De même, les études sur la pluralité des structures apparues après 1945 (Gud, Occident, Ordre nouveau, etc.), des groupuscules pratiquant la violence politique jusqu'au Rassemblement national, aident à saisir des mutations idéologiques et des affirmations personnelles – des figures du clan Le Pen, notamment –, avec un zoom sur les ambiguïtés européennes de cette droite radicale. Là encore, on peut noter des éclairages intéressants sur les « *nouveaux corps francs* » (p. 251 et s.) qui abordent les identitaires contemporains puisant dans un nationalisme révolutionnaire ou réactionnaire, entre Nouvelle Droite, zemmourisme et autres soutiens au slogan du « *grand remplacement* », lancé par l'écrivain Renaud Camus. Un volume utile, donc, qu'il faudrait prolonger par des analyses sur la propagande de la « *bollosphère* » et le roman national de la nébuleuse liée à Pierre-Edouard Stérin, entre autres, qui relèvent d'une véritable guerre culturelle contre les progressistes.

(1) *Récidive*. 1938, Puf, 2021, 204 p.

(2) *Les Irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?*, Gallimard, 2025, 304 p.

E. N.